

## Tobias Salathé. Coordinateur Régional pour L'Europe. Convention sur les zones humides (RAMSAR, 1971)

**D**epuis la COP7, quels programmes futurs attendez-vous des pays européens?

Actuellement, 40 des 116 Parties contractantes de la Convention sur les zones humides sont des pays européens. Ensemble ils ont désigné deux tiers des 1006 sites Ramsar. L'Europe est une région importante pour la Convention grâce à ses nombreux spécialistes impliqués dans la conservation, la gestion et l'étude des zones humides et de leurs ressources et grâce à leurs savoirs-faire combinés. Les pays européens ont un rôle clé à jouer dans la mise en oeuvre des résolutions adoptés en la COP7. Beaucoup reste encore à faire, même en Europe. Cinq pays européens manquent encore dans la «famille Ramsar»: l'Andorre, le Belarus, la Bosnie-Herzégovine, le Chypre et la Moldavie (en ignorant le Vatican et San Marino). Les parties contractantes se sont donné l'objectif ambitieux de doubler le nombre de sites Ramsar d'ici l'an 2005, cela fera plus de 600 nouveaux sites à désigner, notamment des types de zones humides jusqu'alors négligés ou sous-représentés comme les zones humides karstiques, les récifs, les tourbières ou les marais temporaires. D'autres activités auront des répercussions importantes. Je pense notamment à l'établissement de Comités Ramsar nationaux dans chaque pays et à l'adoption de Politiques nationales pour les zones humides. Ces développements devront être complétés par le renforcement des institutions à travers de la mise à disposition d'outils méthodologiques modernes, comme ceux élaborés par l'initiative MedWet. Le travail ne manque pas, et c'est avec enthousiasme et résolution que nous devrions ensemble nous y engager.

*Vous qui avez travaillé longtemps pour une organisation privée (Tour du Valat), quel est selon vous le rôle de telles institutions pour la gestion des zones humides?*

Les institutions privés peuvent jouer un rôle catalytique, parce qu'elles peuvent réagir plus rapidement et définir plus librement leurs priorités d'intervention qu'une autorité gouvernementale.

Je pense que le coordinateur de l'initiative MedWet a fait un choix judicieux en confiant à des «centres de zones humides» la tâche de coordonner et de faire avancer les activités concernant la conservation des zones humides en Méditerranée. Les trois centres actuels, la Tour du Valat, le Centre grec des biotopes naturels et zones humides (EKBY) et le Siège pour l'étude et la conservation des zones humides de Valence (Sehumed) peuvent s'appuyer sur des bases scientifiques solides, tout en développant les échanges et la coordination au niveau méditerranéen. Le mot clé sera la «coopération», les échanges entre les autorités administratives, les scientifiques et les organisations oeuvrant pour la sensibilisation du public (les



### En méditerranée le sort des zones humides dépendra de la gestion des ressources en eau

ONG) pour atteindre ensemble le but commun. Pendant cinq années, la Commission européenne a confié à la Tour du Valat la tâche de lui fournir des conseils scientifiques pour l'utilisation rationnelle et la conservation des zones humides au niveau européen. Les ministères de l'Environnement espagnol et grec en font de même avec Sehumed et EKBY, des expériences qui peuvent servir d'inspiration à d'autres. Au niveau local, ce sont souvent des institutions privées qui gèrent les zones humides importantes. Et c'est normalement le fonctionnement le plus efficace, pourvu que les autorités publiques subviennent aux frais de la gestion durable des terrains publics.

*Quels sont les problèmes les plus inquiétants qui affectent les zones humides méditerranéennes?*

En Méditerranée -plus marqué qu'ailleurs- le sort des quelques zones humides restantes dépendra essentiellement de la gestion des ressources en eau. Il nous faut un changement profond de conception: l'environnement est le fournisseur des ressources en eau pour les utilisations humaines telles que l'agriculture, l'industrie ou le tourisme. Les besoins environnementaux ne sont pas un compétiteur pour l'attribution des ressources en eau souvent trop limitées. Le débat «quelle part des eaux méditerranéennes à laisser à la nature» ne répond plus aux urgences du 3<sup>e</sup> millénaire, il nous faut enfin reconnaître que c'est la nature qui procure la ressource en eau aux humains, et nous devons agir en fonction. La Méditerranée est une région densément peuplée avec une longue histoire d'occupation des sols et d'utilisation des ressources naturelles qui a laissé ses traces. Il semble actuellement difficile à élaborer des solutions de grande envergure plutôt que des compromis dictés par la «Realpolitik». C'est dommage. Mais le moment est venu de sortir de la défense et de commencer à gérer les problèmes des zones humides d'une manière intégrée, tout en clarifiant quelles sont les conditions de base des écosystèmes d'eau douce, leurs fonctions dans le cycle hydrologique, et en identifiant les moyens durables d'une gestion humaine, en prenant en compte aussi les aspects socio-culturels et économiques. C'est cette intégration des approches souvent trop sectorielles, qui sera le grand défi des années à venir.

*Quelle est votre opinion sur le MedWet/Com?*

Est un exploit remarquable. Pour l'instant son fonctionnement pragmatique, sans lourdeurs administratives superflues, laisse espérer qu'il deviendra un instrument essentiel. Il peut disposer d'un savoir-faire riche au sein de ses membres. Je suis optimiste, et je me réjouis d'une participation forte à la prochaine réunion annuelle du Comité, qui se tiendra sur l'île de Djerba en Tunisie. ■



Si desea recibir la Revista SEHUMED, rellene la ficha adjunta y envíela a:

If you want to receive the SEHUMED Newsletter, please, return this form, and send it to:

SEHUMED  
Domicilio indicado en la página 2.

Nombre y Apellidos

Name, surname .....

Domicilio

Address .....

Código Postal

Post Code .....

población

city .....

País

Country .....

Tf. y Fax

Tf. & Fax .....

Profesión

Profession .....